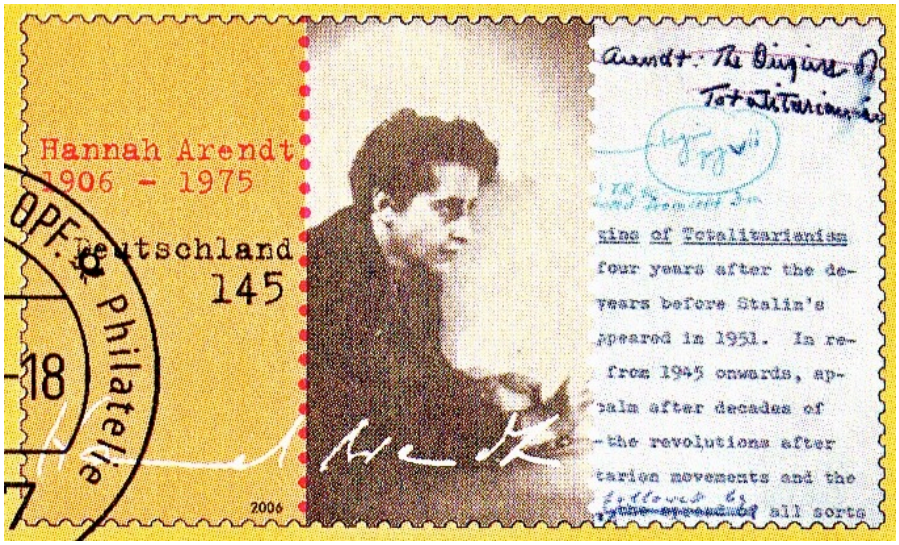
DE L'ETAT, DU DROIT ET DE LA VIOLENCE

I

Je commencerai ma petite communication introductive à cette rencontre-débat en constatant une chose remarquable - à prendre ici dans le sens de digne d'être remarquée - : la plaquette de présentation des interventions est illustrée, en ce qui concerne la partie qui renvoie au champ philosophique, par un dessin représentant la philosophe Hannah Arendt (1906-1975).

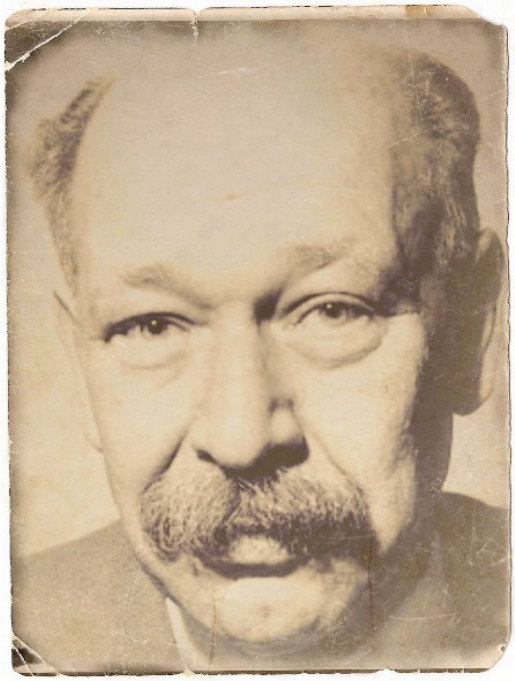
Or ce dessin est le dessin qui a été repris d'un timbre à l'effigie de cette dernière, timbre qui a été édité en 1988 par la *Deutsche Bundespost* dont l'histoire s'inscrit, comme la vie et la pensée de celle qui fut tout à la fois philosophe, théoricienne politique et journaliste, dans ces différents contextes que j'aborderai ici aujourd'hui au cours de cette intervention et qui sont ceux du politique : pour commencer, celle qui s'appela entre 1947 et 1950 la *Deutsche Post*, qui remplaça la *Reichpost*, donc celle qui renvoie, et à cette forme de totalitarisme que fut l'hitlérisme et, en ce qui la concerne, à cette période transitoire entre les deux nouvelles républiques (RDA et RFA), à savoir le contexte politique de la Guerre froide et du Rideau de fer, contexte lié, quant à

lui, à la question du bloc communiste, l'autre visage du totalitarisme ; puis entre 1950 et 1989, à sa propre histoire, c'est-à-dire à celle de son inscription dans le contexte d'une démocratie de type parlementaire ; et enfin, après la chute du Mur et avec la réunification, à sa réforme et à sa privatisation en 1995.



II

Ce n'est toutefois pas à travers l'œuvre de Hannah Arendt que je traiterai essentiellement du sujet proposé aujourd'hui, mais à travers la pensée d'Eric Weil (1904-1977), un autre philosophe d'origine juive allemande qui a, lui aussi, fui le nazisme et son antisémitisme extrême.



Pour Eric Weil, un des traits les plus caractéristiques de l'Etat moderne, celui qui se veut souverain, est sa **prétention au monopole de l'emploi de la violence**. Ce n'est que dans le cas de défense légitime, donc du danger immédiat qui ne laisse pas aux organes de l'Etat le temps d'intervenir, que l'individu peut répondre, sans médiation de celui-ci, à la violence par la violence.

Mais le rapport entre Etat et violence est de l'ordre du rapport entre gouvernants et gouvernés, et non pas de celui du rapport entre individus. Cette violence subsistera, par ailleurs, puisque les criminels ne disparaîtront pas de la surface de la Terre et que la police, les tribunaux et les législateurs auront toujours à s'opposer à leurs entreprises.

Ce qui nous occupera donc ici, c'est la question de la violence au niveau des rapports qui existent entre citoyens et gouvernants. Une chose est de vouloir se soustraire individuellement à la loi, une chose est de combattre le gouvernement en tant que tel, l'appareil étatique tel qu'il est constitué, la loi positive en son contenu même.

Pour Eric Weil, le révolté et le révolutionnaire nient la légitimité, non de l'Etat, mais du gouvernement et de son action, de ses principes, de sa politique. Le révolté, afin de détruire ce qui, selon lui, est immoral, mensonger, scandaleux ; le révolutionnaire, afin de réaliser ce qui lui paraît juste ou indispensable pour le salut de l'Etat et de la société. Ceci explique d'ailleurs pourquoi les révolutionnaires, après qu'ils aient pris le pouvoir, renforcent toujours l'appareil répressif et se tournent contre les révoltés.

Pour en témoigner, j'exemplifierai en faisant référence, dans l'histoire politique du marxisme, à ce qui se passa à Kronstadt.

Les marins de cette base navale participèrent à plusieurs reprises aux troubles révolutionnaires de la Russie. Lors de la révolution d'Octobre, les équipages de la Baltique, appuyés par le croiseur *Aurora* qui bombarda le palais d'Hiver où siégeait le gouvernement Kerenski, assurèrent en 1917 le triomphe des bolcheviks. En 1921, donc trois-quatre ans plus tard et toujours au même endroit, une nouvelle mutinerie de la flotte est dirigée, cette fois-ci, contre le pouvoir soviétique : elle fut impitoyablement écrasée par Léon Trotski.

C'est donc sous cette forme des rapports citoyens-gouvernants que le problème de la violence apparaît au niveau politique et il n'y a pas de gouvernement qui n'ait à s'en préoccuper. Potentiellement, en effet, une situation révolutionnaire ou de révolte est présente dans toute société

techniquement organisée, rationnelle, constituée en Etat et où il y a, en puissance tout au moins, un groupe dominant à abattre.

La raison en est que la société, et l'Etat qui lui correspond, vit et comme tout vivant, peut se trouver dans des situations [conviction(s), opposition(s) d'intérêt(s), etc.] qui sont arrivés à une tension insupportable.

Cette situation est bien réelle car partout existent des groupes de mécontents, et leur révolte peut se transformer en révolution, qui lutte non seulement **contre** le pouvoir, mais aussi et surtout **pour** le pouvoir. Cette révolution s'oppose essentiellement, bien entendu, à ces révolutions de palais qui ne changent rien de fondamental à la structure de l'Etat et de la société.

La tâche du gouvernement en place sera donc de prévenir la formation de telles situations et pour remplir cette tâche de préservation de sa propre existence, il a un intérêt vital à connaître les facteurs d'insatisfaction qui agissent au sein de la société.

Il faut donc savoir pourquoi les personnes sont mécontentes, mécontentes au point de risquer la révolte et/ou la révolution, ainsi que le désordre que provoque la violence avec toutes les conséquences que celui-ci implique pour une société moderne, puisque celle-ci cesse de fonctionner pendant le règne de cette violence et provoque, pendant le temps qu'il dure, de terribles privations.

Ce n'est donc que poussés à bout - pour reprendre une expression courante, mais très juste -, qu'ils sortent des voies réglées, ordinaires, paisibles, celles qui garantissent justement le monopole de la violence de l'Etat, donc du gouvernement en place.

Tout cela revient à dire que les situations violentes sont des exceptions dans les Etats modernes. Les personnes expriment souvent leurs différentes formes de mécontentements (avantage d'un groupe social par rapport à celui auquel on appartient soi-même, avancement social inéquitable parce que mal distribué, trop de dépense d'un côté, pas assez d'un autre, etc.) mais, en règle générale, rien qui conduit à l'émergence de la violence sur le plan sociétal, le gouvernement, dans sa forme moderne, arrivant à concilier les intérêts en jeu (la majorité fait des concessions aux sous-privilégiés, fait entrer dans le processus du travail moderne ceux qui ne sont pas encore intégrés et consent des sacrifices en faveur de ceux qui, pour X raisons, ne peuvent pas être introduits dans le processus de production).

Que le tissu social soit devenu tellement si serré ne signifie pas, comme il vient d'être dit, que la violence, dans son exceptionnalité, ne peut à nouveau

refaire surface : rien ne permet de le dire. L'Histoire n'est pas une science exacte : qui aurait pu croire, par exemple, qu'en 1936, quelques années à peine après le Front populaire, il y aurait eu l'Etat pétainiste, son antisémitisme et sa collaboration avec l'Etat national-socialiste ?

Concrètement, une situation de révolte ou révolutionnaire naîtra quand et où une partie de la population ressent ses conditions de vie comme injustes, inadmissibles, inhumaines, indignes, et on ne se résout à l'emploi de la violence que lorsque l'on ne supporte plus les conditions dans lesquelles on vit.

Ce caractère insupportable peut être de différents ordres : on peut se révolter parce que l'on a faim, mais aussi pour des convictions morales ou politiques qui sont essentielles pour les personnes concernées.

C'est ainsi qu'il y a des gouvernements, mais aussi des révoltés et des révolutionnaires et, pour les uns comme pour les autres, il ne suffit pas d'affirmer ce qui leur paraît juste, il faut encore qu'ils mènent leur cause à la victoire.

Pour qu'il y ait situation révolutionnaire, il est donc nécessaire, non seulement qu'un mécontentement existe, mais aussi que ce mécontentement l'emporte, et sur ceux qui se trouvent à leur aise sous les conditions du moment, et sur ceux qui, sans s'avouer comblés, ne font que critiquer et murmurer sans même penser à la moindre action violente.

Ce mécontentement profond, ce mécontentement qui fait que pour lui un individu ou un groupe est prêt à risquer la prison ou sa vie, on peut toujours en rencontrer. Mais politiquement, il est sans importance tant qu'il ne présente pas un danger réel pour le gouvernement. Mieux encore : plus l'Etat est sûr de lui, plus facilement il pourra non seulement le tolérer, mais même lui accorder des droits particuliers. Ce fut le cas, par exemple, pour les objecteurs de conscience à l'époque du service militaire obligatoire : ceux-ci n'étant pas assez nombreux pour tarir le recrutement, l'Etat respecta leurs convictions, certain qu'elles n'étaient pas partagées par le plus grand nombre.

La question est donc de savoir quand naît un danger (pour le gouvernement) ou une chance (pour le révolutionnaire). De danger, aussi longtemps que la masse n'approuve pas la propagande et l'action des adversaires du gouvernement, il n'y en a pas. La masse n'est jamais révolutionnaire. Ce n'est pas elle qui est sur les barricades. Elle peut, par contre, soit sympathiser avec eux et refuser passivement son appui au gouvernement en place, soit se tourner vers le gouvernement et même l'inciter à défendre par les moyens les plus radicaux l'ordre public par son monopole de la violence. De ce

point de vue, la révolution, comme le gouvernement, dépendent, pour beaucoup, de l'attitude de l'opinion publique et de la masse non-révolutionnaire.

Le gouvernement, comme le révolutionnaire, doivent donc peser les tendances à la passivité ou à l'approbation devant la révolte qui a ou est sur le point d'éclater. On est ici dans l'action prudente, rendue efficace par son sens de l'opportun. Ce n'est ainsi que la masse indécise pourra être gagnée ou neutralisée.

Mais le gouvernement et les révolutionnaires ne sont toutefois pas logés à la même enseigne : il y a, bien sûr, disproportion des forces matérielles en faveur des gouvernants et celle-ci s'exprimera, bien entendu, dans les stratégies des uns et des autres. Par exemple, dans la dimension symbolique. De ce point de vue, on peut dire que le gouvernement établi n'aura pas de martyrs : ceux qui meurent pour lui le font, selon l'expression consacrée, en service commandé. On leur accordera le respect, mais ils ne seront pas, à la différence du martyr, admirés. Celui-ci est, par contre, admiré et sanctifié, car il lutte pour une cause pour laquelle il souffre ou a souffert, sans contrainte ni obligation de métier.

Aussi un gouvernement avisé fera-t-il beaucoup pour ne pas créer de martyrs. Comme, par ailleurs, le romantisme révolutionnaire n'est pas son lot, il se servira également d'arguments tels que la tradition, la morale ou la raison car, de fait, n'ont une chance d'influer sur la majorité et de se faire admettre par la masse que ceux qui se présentent comme « raisonnables », c'est-à-dire non seulement rationnels, calculateurs, techniquement efficaces et à même de maintenir ou de parfaire l'organisation du travail social, mais aussi qui défendent des valeurs : dignité, justice, égalité. Au calcul de l'entendement se superpose aussi la raison morale.

La question du rapport entre Etat et violence se présente alors sous un autre de ses aspects : si celle-ci fait son apparition là où les besoins des citoyens ne sont pas satisfait selon leur conception du besoin normal et légitime, elle peut également éclater quand la presque totalité des membres de la communauté est matériellement satisfaite, mais que l'existence qui leur est offerte leur apparaisse comme dénuée de sens, ennuyeuse, vide, indigne. La tâche éducative de l'Etat est donc double : rationnelle et raisonnable (dans son sens moral).

Une fois la violence introduite dans la vie politique, ce qui s'écroule alors dans la conviction et les sentiments des citoyens, c'est ce qui constitue le fondement de toute société durable, la certitude partagée par la grande majorité que la violence est le plus grand des maux pour une société moderne, calculatrice, rationnelle, technicienne, organisée selon le critère du rendement.

Découle de cela que l'attitude d'un gouvernement issu d'une révolution sera à l'opposé même d'un gouvernement « traditionnel » : le travail social est désorganisé au moment où il prend le pouvoir, les forces de l'ordre sont déchirées par les fidèles de l'ancien régime et ceux du nouveau et la majorité, favorable au premier moment, sera, sous les souffrances nécessairement résultant de l'organisation sociale et technique, peu loyale envers le nouveau gouvernement révolutionnaire, voire franchement « réactionnaire », désireuse de revenir à l'ancien état de choses : la violence s'installera donc sous la double forme de la révolte contre-révolutionnaire et de la terreur introduite par un gouvernement qui n'aura guère d'autre moyen pour se maintenir au pouvoir.

Pour reprendre ce qui a été énoncé précédemment, le gouvernement révolutionnaire, né de la contestation violente du monopole de la violence par le gouvernement qui l'a précédé, affirme ce même monopole avec une force accrue : quoi qu'en ait dit la propagande, on n'a pas seulement lutté contre le pouvoir, mais aussi et surtout pour le pouvoir.

Toutefois, une fois ce pouvoir assuré, le gouvernement issu de la révolution sera obligé, lui aussi, de travailler à l'élimination de la violence, y compris de la sienne propre. En effet, une terreur qui fonctionnerait trop bien et trop longtemps conduirait les individus au point où aucune menace ne leur ferait plus peur, n'ayant plus rien à craindre.

Le but du gouvernement révolutionnaire consistera donc à créer les conditions de passage à la légitimité « traditionnelle », ce qui explique la haine que les révoltés ont à l'égard des révolutionnaires qui ont réussi.

Eric Weil conclue ensuite, en résumant ce qu'il a exprimé de la manière suivante :

- La violence est potentiellement présente dans tout Etat.

- Pour l'Etat moderne, c'est-à-dire celui d'une société rationnelle, calculatrice, « matérialiste » en ce sens qu'elle tient à produire des biens qui ne créent pas une vie sensée, mais dans l'absence desquels une telle vie serait impossible, la violence est le plus grand des maux. Elle n'est cependant pas le mal absolu pour les hommes, car une existence insensée et vide les prive de toute valeur.

- Il faudra donc que le gouvernement soit non seulement éducateur, mais aussi et surtout un bon éducateur, car la morale est vécue dans les us et coutumes, dans les institutions et le droit mais, telle qu'elle se présente dans les convictions profondes des personnes, son contenu peut bien être

sans rapport avec les conditions qu'il s'agit de moraliser et ne sera souvent que la prédication fossilisée d'un monde passé.

- L'homme, capable de raison, n'est pas la raison elle-même et reste, lui aussi, violent en puissance, y compris ceux qui nous gouvernent : ils peuvent prendre prétexte de ce qu'ils représentent comme des nécessités ou des impossibilités rationnelles, comme les exigences d'une morale supérieure ou d'une marche prédéterminée de l'histoire pour ne poursuivre que leurs intérêts particuliers, soit par la violence ouverte, soit au moyen de cette violence cachée qui porte le nom de ruse.

- Le vrai et le bien ne s'imposent donc pas, dans le monde qui est le nôtre, mécaniquement, mais relèvent, dans leur mode d'être, de la conquête.

III

Chez Eric Weil, l'idée de la politique conçue comme non-violence, c'est-à-dire comme moyen de résoudre les conflits en parvenant à des décisions communes, implique donc une éducation du citoyen qui confirme et garantit son statut de gouvernant en puissance et induit la perspective d'une unification dans l' « Etat mondial ». L'instauration d'un espace de discussion permanente entre les Etats et la constitution d'une fédération d'Etats libres ou société mondiale constitue, pour lui, l'horizon raisonnable, parce que non-violent, de toutes les sociétés modernes.

Tout ceci rejoint, bien entendu, la pensée du philosophe de référence d'Eric Weil, Emmanuel Kant. Pour celui-ci, en effet, l'homme ne peut se réaliser pleinement que dans et par la société. Il affirme que le devenir de notre espèce a pour finalité le règne de la loi et la paix universelle, et que seule l'établissement d'une « société des nations », soumise à une législation internationale, permettra à l'homme d'accéder à la paix et à l'ordre juridique et de surmonter sa sauvagerie originelle (*Projet de paix perpétuelle*, 1795).

En même temps que je travaillais au sujet que je vous propose aujourd'hui, paraissait dans *Le Monde* du 10 mai la présentation du seizième volume de la collection que ce journal publie dans sa série *Le Monde//HISTOIRE*, lequel s'intitule *MONDE à la recherche d'une gouvernance.* Cet ouvrage, qui commence par un renvoi à Kant, dit que ce concept de « gouvernance » est devenu aujourd'hui un mot fourre-tout qui pourrait être défini comme l'aspiration des nations à gérer et régler ensemble les problèmes traditionnels liés au maintien de la paix et ceux, plus nouveaux, issus de la mondialisation, que sont la faim, la pauvreté, la criminalité transnationale, la prolifération nucléaire, le terrorisme, etc.

Dans un univers de plus en plus interdépendant, la gouvernance implique l'idée que ces multiples acteurs en jeu que sont les Etats, les organisations internationales, les ONG et les multinationales, peuvent s'accorder sur la définition d'objectifs communs et sur les moyens de les atteindre. Elle s'inscrit dans un nouvel ordre mondial marqué par la montée en puissance des grands pays émergents (Chine, Russie, Inde, Brésil, Afrique du Sud).

Cet ordre international en mutation repose sur trois piliers : la paix, le développement et les droits de l'homme, qui eux-mêmes correspondent à trois préoccupations : la quête d'une sécurité collective, la construction d'une économie mondiale plus ouverte et plus juste et la mise en place d'une justice internationale.

Avant même la fin de la seconde Guerre mondiale, un nouvel ordre économique mondial s'était mis en place à Bretton Woods, qui consacrait la suprématie du dollar, seule monnaie convertible en or. Deux organismes étaient la clé de voûte de cet ordre, auquel ils ont survécu : le FMI et la Banque mondiale. La mort de ce système cédera la place au G6, puis au G7, G8, et enfin G20, puisque celui-ci accorde maintenant aux colosses du Sud leur place dans la « cabine de pilotage ».

Mais ce nouvel ordre économique mondial, c'est celui qui, par le biais des multinationales, dicte les lois du marché, non seulement aux gouvernés, mais aussi aux gouvernants qui, lorsqu'ils sont des « hommes de bonne volonté », peinent, dans ce contexte pour le moins difficile, à mettre en place une politique « raisonnable ».

C'est pourquoi j'aimerais maintenant citer un autre pacifiste qui se nommait Jaurès.

Voilà, entre autres choses, ce qu'il dit à la séance à l'Assemblée nationale du 21 novembre 1893, et que l'on pourrait appliquer, *mutadis mutandi*, à la situation actuelle :

« Dans l'ordre politique, la nation est souveraine [mais] dans l'ordre économique la nation est soumise à beaucoup [d'] oligarchies. […]. »

« Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement ; ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et leur ministres ; mais au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. »

« Oui ! Au moment où il peut chasser les ministres du pouvoir il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier. Son travail n'est plus qu'une marchandise que les détenteurs du capital refusent ou acceptent à leur gré. »

« Il peut être chassé de l'atelier [et] est la proie de tous les hasards, de toutes les servitudes, et à tout moment, ce roi de l'ordre politique peut être jeté dans la rue ; à tout moment, […], il peut se voir refuser tout travail, tout salaire, toute existence […]. Et tandis que les travailleurs n'ont plus à payer, dans l'ordre politique, une liste civile de quelques millions aux souverains que vous avez détrônés, ils sont obligés de prélever sur leur travail une liste de plusieurs milliards pour rémunérer les oligarchies oisives qui sont les souveraines du travail national. »

IV

Alors voilà. Il y a le principe d'idéalité, qui est souvent mis à rude épreuve, et le principe de réalité qui, c'est le moins que l'on puisse dire, ne fait guère rêver. Kant le savait bien, lui qui écrivait dans son *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique* (1784), qu'on « ne peut se défendre d'une certaine humeur lorsqu'on voit exposés [les] faits et gestes [de l'humanité] sur la grande scène du monde et que, à côté de quelques manifestations de sagesse ici ou là pour certains cas particuliers, on ne trouve pourtant dans l'ensemble, en dernière analyse, qu'un tissu de folie, de vanité infantile, souvent même de méchanceté et de soif de destruction puériles : de sorte qu'à la fin on ne sait plus quelle idée on doit se faire de notre espèce si imbue de sa supériorité. »

Malgré cela, il croyait en la raison, lui qui était des *Lumières*. Dans son sillage, Eric Weil aussi. Cependant, celle-ci ne fut pas un rempart contre la possibilité d'Auschwitz, cette réalisation intramondaine du mal absolu. L'homme peut donc choisir la violence plutôt que la raison, comme le dit Eric Weil, mais j'ajouterai que lorsqu'il choisit cette dernière, son choix est toujours d'une portée très limitée.

La philosophie en personne, par l'entremise de la figure tutélaire de Heidegger, loin d'être un garde-fou à cette folie, acquiesça même avec conviction, comme peuvent en témoigner la vie et l'œuvre de celui qui fut à la fois, et un nazi notoire, et un immense penseur dont les écrits - même s'ils influencèrent de manière paradoxale très fortement des philosophes d'origine juive comme Emmanuel Levinas, Jacques Derrida ou Hannah Arendt -, furent pourtant, eux aussi, contaminés par cette sinistre idéologie.

Cette philosophie a même pu être détournée de manière perverse, ainsi qu'en témoigne ce que dit Robert Merle dans la préface de 1972 au roman qu'il écrivit vingt ans plus tôt : *La mort est mon métier* :

« Rudolf Lang a existé. Il s'appelait en réalité Rudolf Hoess et il était commandant d'Auschwitz. »

*« […]. Il y a eu sous le Nazisme des centaines, des milliers, de Rudolf Lang, moraux à l'intérieur de l'immoralité, consciencieux sans conscience, petits cadres que leur sérieux et leurs « mérites » portaient aux plus hauts emplois. Tout ce que Rudolf fit, il le fit […] au nom de l'**impératif catégorique**, par fidélité au chef, par soumission à l'ordre, par respect pour l'Etat. Bref, en* homme de devoir *: et c'est en cela justement qu'il est monstrueux. »*

(Folio Gallimard n° 789, 1972, préface pp. II-III)

Et comme en témoignent également la thèse de doctorat en philosophie de Josef Mengele sur Kant et Rosenberg, tous deux grands admirateurs de Kant, ainsi que Eichmann qui, lui aussi, se réclamait de l'impératif catégorique.

V

Face à l'extrême barbarie, ne restait-il donc rien d'autre que la présence de Bobby le chien, ce dernier kantien de l'Allemagne nazie selon Emmanuel Levinas, mais dont le kantisme, tout aussi improbable que celui de ceux que nous venons de citer, avait au moins l'avantage non négligeable, comme en témoigne cet extrait, d'être bienveillant, et donc combien sympathique ?

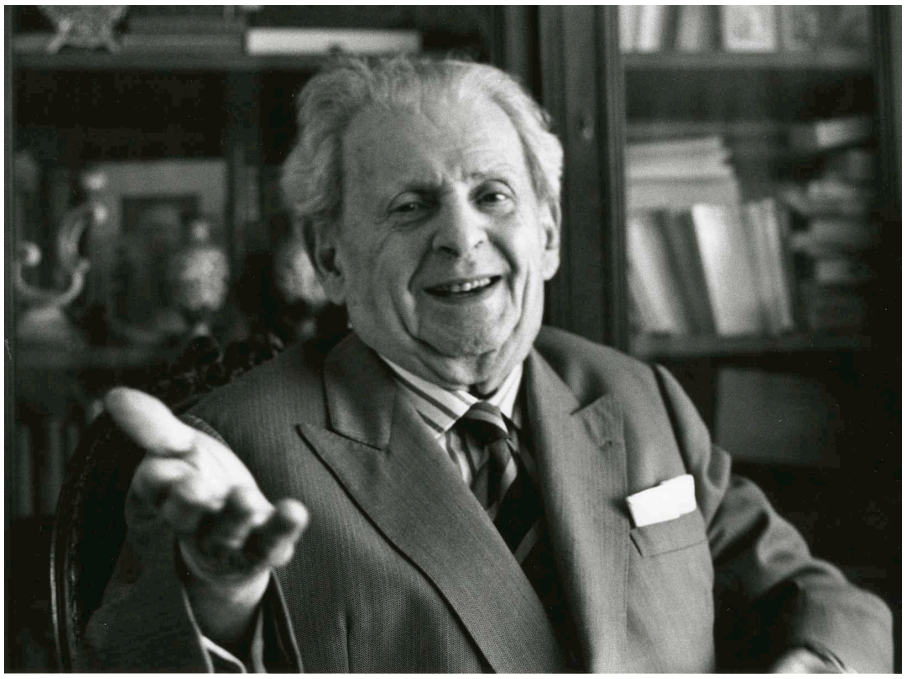
« Nous étions soixante-dix dans un commando forestier pour prisonniers de guerre israélites, en Allemagne [et] les autres hommes, dits libres, qui nous croisaient ou qui nous donnaient du travail ou des ordres ou même un sourire [...] nous dépouillaient de notre peau humaine. Nous n'étions qu'une quasi-humanité […]. Force et misère de persécutés, un pauvre murmure intérieur nous rappelait notre essence raisonnable. »

« Et voici que, vers le milieu d'une longue captivité - pour quelques semaines et avant que les sentinelles ne l'eussent chassé - un chien errant entra dans notre vie. Il vint un jour se joindre à la tourbe alors que, sous bonne garde, elle rentrait du travail. […] nous l'appelions Bobby, d'un nom exotique, comme il convient à un chien chéri. Il apparaissait aux rassemblements matinaux et nous attendait au retour, sautillant et aboyant gaiement. **Pour lui - c'était incontestable - nous fûmes des hommes**. »

« Le chien qui reconnut Ulysse sous le déguisement à son retour de l'Odyssée, était-il le parent du nôtre ? Mais non ! Mais non ! Là-bas, ce fut l'Ithaque et la patrie. Ici, ce fut nulle part. **Dernier kantien de l'Allemagne nazie, n'ayant pas le cerveau qu'il faut pour universaliser les maximes de ses pulsions**, il descendait des chiens d'Egypte. Et son aboiement d'ami - foi d'animal - naquit dans le silence de ses aïeux des bords du Nil. »

(« Nom d'un chien ou le droit naturel » in *Difficile Liberté*, Livre de Poche 1976, 3e éd. revue et corrigée, pp. 215-216)

Alors faut-il donc désespérer définitivement de l'homme ? Ce n'est pas si sûr, à commencer par Levinas lui-même qui justement n'en désespérait pas.



Certes, la raison est bien fragile et le mal omniprésent, mais rien ne dit non plus que le bien ne soit pas parfois au rendez-vous, et plus souvent d'ailleurs qu'on veut bien généralement nous le rappeler, comme en témoignent non seulement tous ces *Justes* qui, comme ceux du Chambon-sur-Lignon, ont sauvé, au péril de leur propre vie, celles de milliers de Juifs, mais aussi, plus modestement, tous ces bénévoles - étymologiquement hommes de bonne volonté *(bene volo)* - qui, de manière désintéressée, se dévouent, parfois même jusqu'au péril de leur vie, pour leurs concitoyens : 12 à 14 millions, rien que pour la France, et plus de cent millions pour le seul continent européen !

Banalité du mal, oui, bien sûr, mais aussi, et non moins…

… banalité du bien.

Je vous remercie.

Jean-Marie Sauvage